

LA FLC CGIL FAIT APPEL A LA SOLIDARITE DES SYNDICATS AFFILIES A L'IE/EI

La FLC CGIL, syndicat de la Connaissance – enseignement primaire, secondaire, enseignement supérieur et recherche - **fait appel à tous les syndicats affiliés à l'IE/EI** afin qu'ils s'unissent à notre lutte **pour** sauver du démantèlement tout le secteur de la Connaissance et **contre** les lois que le gouvernement italien est en train de promulguer.

Le gouvernement Berlusconi et son Ministre de l'Education, Madame Gelmini, procèdent jour après jour à la destruction de l'éducation publique et effacent ce terme du nom officiel du Ministère, qui devient simplement celui de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le seul objectif du gouvernement est de réduire les ressources dans le secteur de l'éducation, alors que celles-ci ne manquent jamais lorsqu'il s'agit de favoriser les intérêts des couches sociales qui n'en ont pas besoin.

Le gouvernement Berlusconi procède sans la participation ni l'implication des syndicats et de l'opposition, gouvernant par décrets et mettant de ce fait le Parlement dans l'impossibilité d'exercer sa fonction.

On prévoit pour le secteur des écoles la perte de plus de 140.000 postes dont 80.000 enseignants et environ 8 milliards d'euro de budget en moins.

L'école primaire, qui était pour nous sujet de fierté, parmi les premières au niveau international, et qui comprenait une méthodologie et des responsabilités didactiques de groupe avec une **équipe d'enseignants** pour la même classe, capable de répondre aux nouvelles exigences des élèves, à la multitude et à la diversité des matières à enseigner, devra renoncer au travail **en équipe** et redevenir l'école d'antan.

Les mesures prévoient :

- la réduction de l'assistance aux enfants atteints d'un handicap ;
- l'augmentation du nombre d'élèves dans chaque classe;
- la disparition de nombreux établissements scolaires sur le territoire italien, sans tenir compte de la réalité du terrain. Or l'Italie n'est pas un « plat pays » homogène et connaît de nombreux problèmes de communication ;
- la réduction des classes spéciales ouvertes dans les hôpitaux pour les enfants malades ;
- l'abolition du temps plein.

Par ailleurs, les établissements scolaires devraient devenir des fondations, gérées par un Conseil d'administration privé et dépendantes de ressources qui ne viendraient plus de l'Etat mais du bon vouloir des grandes familles du territoire, ce qui implique inévitablement de subir leur influence.

En outre, la négociation collective prévue dans chaque établissement serait supprimée et renvoyée au niveau régional, ce qui laisserait la place à des décisions imposées par les lois du gouvernement central.

Enfin l'instruction obligatoire passerait pratiquement de 16 à 14 ans puisqu'elle comprendrait la formation professionnelle et obligerait les familles à choisir bien trop tôt le futur de leurs enfants.

Pour la recherche le gouvernement prévoit :

- la réduction d'au moins 10% du nombre de chercheurs dans tous les instituts de recherche alors que nous aurions au contraire besoin d'augmenter les effectifs pour résoudre le problème de la précarité et de l'auxiliariat;
- la possibilité d'engagement, et donc d'un travail stable pour les chercheurs, serait exclusivement dépendante du turn-over;
- la réduction effective des salaires et des progressions de carrière. En cas de maladie, les mesures prévoient une diminution des salaires due à des mesures qui concernent l'Administration publique et par conséquent tous les secteurs de la Connaissance ;
- la réduction de l'autonomie des instituts de recherche via des modifications du secteur qui limitent l'indépendance des chercheurs et imposent la main omnipotente et omniprésente du pouvoir politique sur la recherche.

Et encore, attaque et destruction de l'Université publique.

Les mesures prévoient sur quatre ans une réduction des ressources équivalente au tiers du financement total prévu pour l'Université.

Les frais pour les familles et les étudiants augmenteraient dramatiquement.

Sur un nombre important de départs à la retraite, le gouvernement a prévu un seul engagement stable possible en remplacement de 5 départs.

Par conséquent l'accès à l'enseignement universitaire deviendrait impossible pour les nouvelles générations, ce qui comprendrait un risque d'effondrement du système universitaire endéans les 5 ans.

En outre, la transformation des universités en fondations de droit privé impliquerait :

- moins de liberté de recherche et d'enseignement ;
- moins de qualité dans l'enseignement, plus recours à la précarité et à l'exploitation intellectuelle des nouvelles générations.

Les mesures prises par le gouvernement réduisent encore les salaires, même si l'Italie est déjà bien en-deçà de la moyenne européenne.

Encore et toujours, nous faisons face à des mesures visant à réduire les droits de ceux qui travaillent à l'université.

La condition des femmes est devenue une urgence nationale.

Le travail à mi-temps, qui concerne davantage les femmes, perdrait toute caractéristique de libre choix et pourrait être arbitrairement imposé par le management.

Les nouvelles mesures restrictives sur les congés maladies, la prévention et les soins parentaux touchent directement les femmes, limitent leur carrière et leur possibilité de s'intégrer dans le monde du travail italien, où elles sont déjà fortement discriminées par rapport aux autres pays européens.

Avec ces nouvelles règles, la maternité est en danger. Les femmes italiennes, qui ont déjà moins d'un enfant par individu, devront choisir entre le travail ou la famille.

Le travail précaire touche en particulier les femmes. Les femmes en Italie ont un salaire inférieur de 25% à celui des hommes, à égalité de responsabilité et de fonction.

Le fonds déjà peu substantiel, qui servait à soutenir les femmes victimes de violence, a été utilisé pour réduire les impôts des riches.

Toutes ces mesures :

- éloignent l'Italie des objectifs de Lisbonne et des standards européens en matière d'éducation et de formation;
- réduisent l'égalité de chances et le droit des citoyens à la mobilité sociale ;
- bloquent la croissance économique et le développement culturel de notre pays.

Un pays qui tourne le dos à la jeunesse et qui ignore les objectifs de Lisbonne est un pays qui n'a pas de futur.

Nous sommes en train d'assister à une véritable évolution autoritaire et populiste de la société italienne.

Notre pays devient de plus en plus anti-social et anti-démocratique et ce sont les femmes qui sont les plus touchées.

Protéger les droits, promouvoir l'occupation ou répondre aux besoins des citoyens ne sont plus les objectifs prioritaires de ce gouvernement.

La FLC CGIL a l'intention de se battre, jusqu'à son dernier souffle, afin que la Connaissance soit à la portée de tous, hommes et femmes, riches et pauvres, Italiens et immigrés et **vient de proclamer pour le 30 octobre la première grève nationale contre le gouvernement Berlusconi**, qui est en train de détruire le système éducatif public italien et viole, de ce fait, les principes fondamentaux de notre Constitution.

Nous faisons donc appel à tous nos collègues afin qu'ils nous soutiennent et adhèrent à nos revendications pour éviter que l'Italie s'éloigne définitivement des objectifs de l'Europe et d'une « Société fondée sur l'économie de la Connaissance ».

Vos messages de solidarité seront lus le 30 octobre lors de la grève nationale et de la manifestation à Rome.

Merci de souscrire notre appel.

Retourner à

Joëlle Casa
Secrétaire nationale FLC CGIL
Responsable du Département Politiques européennes
j.casa@flcgil.it